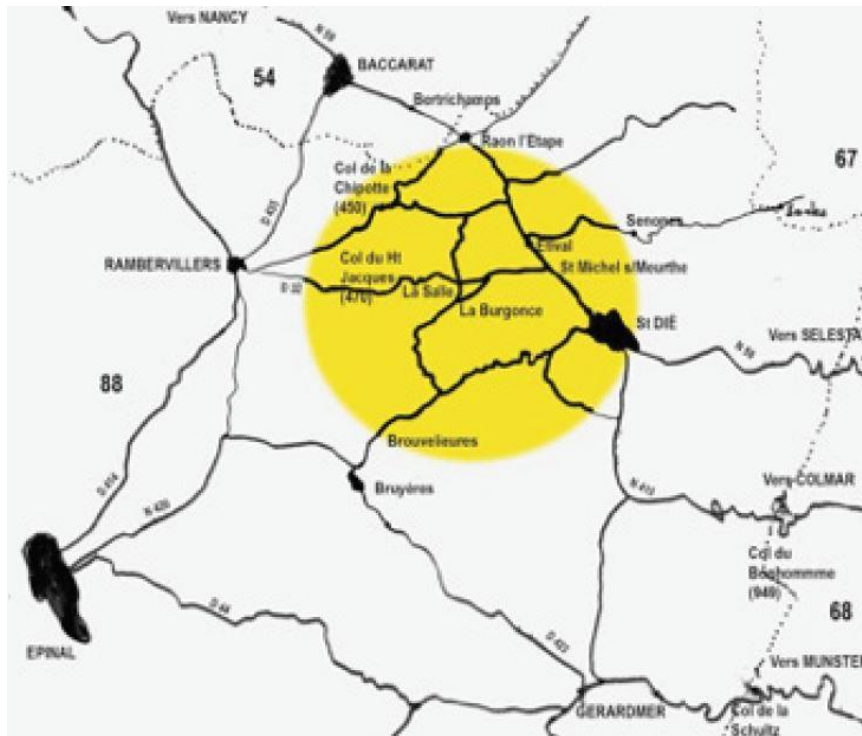


La guerre « franco-prussienne » de 1870-1871 dans les Vosges

Sur Twitter Élise LENOBLE (@EliseGenealogie) nous suggère dans une [très belle vidéo](#) de profiter du cent-cinquantenaire de la guerre de 1870, pour « plonger » dans notre généalogie. Je me suis pris au jeu.

Car, depuis environ l'an 1580, notre famille est restée implantée au sud-est du département actuel des Vosges, sur le versant lorrain du massif vosgien qui descend en pente douce vers l'ouest, dans un petit



périmètre, sorte de losange reliant Raon-l'Étape au Nord, Rambervillers à l'Ouest, Gérardmer au Sud et Saint-Dié-des-Vosges à l'Est. Ce n'est qu'en 1920 que mon grand-père quitta la ferme familiale pour s'engager chez les pompiers de Paris ==> voir précédent billet de blog: « Les deux vies de Paul GRANDIDIER, mon grand-père. (jlgrandidier-genealogie.fr)

Si mes ancêtres ne participèrent pas en qualité de combattant à cette guerre qui opposa la France et les États d'Allemagne sous domination de la Prusse, ils eurent à subir les dures réalités de celle-ci, car ils étaient en plein cœur des hostilités !

Rappelons tout d'abord que ce fut une guerre courte (*à peine six mois*) qui se déroula de la mi-juillet 1870 jusqu'à fin janvier 1871. Le théâtre des opérations se situa uniquement en France, aucune bataille (*exceptée la première*) ne se déroula sur le territoire allemand.

Cette guerre peut être divisée en deux périodes : la guerre impériale de Napoléon III et la guerre républicaine (ou de défense nationale) d'Adolphe Thiers.

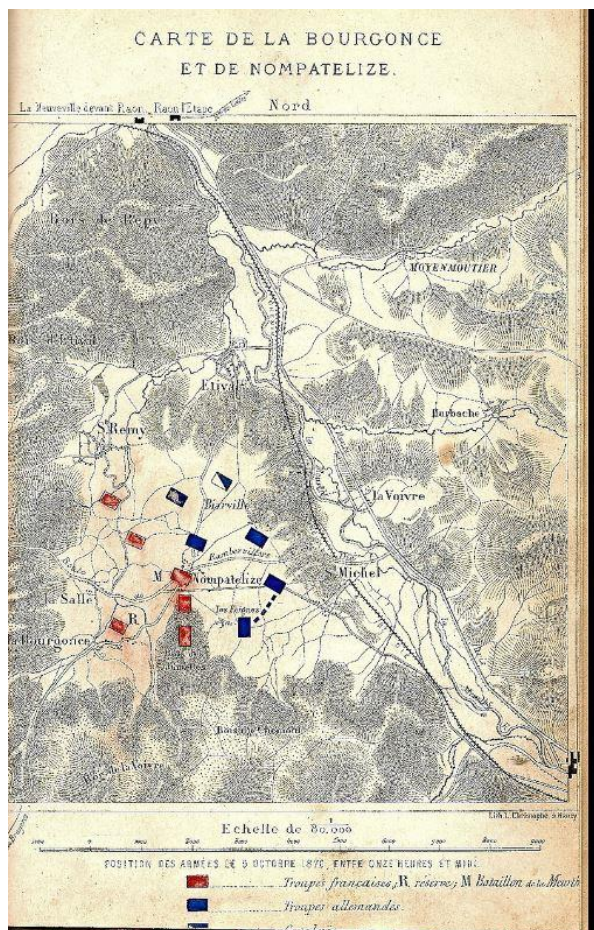
La période impériale dure un mois et demi. Elle est déclenchée le 19 juillet 1870 par la France napoléonienne. Craignant être pris en tenaille, Napoléon III refuse la candidature de Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, cousin du roi Guillaume 1^{er} de Prusse, au trône d'Espagne. Suite à la réponse par la fameuse dépêche d'Ems jugée injurieuse, il activa le processus de guerre, alors que les armées françaises sont inférieures en nombre et en matériel à celle des coalisés allemands (équipés en particulier de l'artillerie Krupp...)

Dès le début août, l'Alsace et une partie des Vosges sont occupées. Malgré de « vaillantes défenses », les Français sont écrasés sur le terrain. Cette période prend fin le 1^{er} septembre, avec la désastreuse bataille de Sedan et la capitulation de Napoléon III le lendemain.

Léon Gambetta, Jules Favre et Jules Grévy forment le gouvernement de Défense nationale pour poursuivre la guerre. Pendant quatre mois, Paris est assiégé et bombardé. De grandes armées furent improvisées pour essayer de dégager la capitale et couper les lignes d'approvisionnement de l'armée allemande. En vain...

Citons pour exemple Les comités de Défense nationale sous l'impulsion de Gambetta firent appel à Giuseppe Garibaldi et lui confièrent, fin octobre 1870 le commandement d'une armée dite des Vosges. Il remporte une victoire à Dijon (24-26 octobre 1870) et libère la ville le 30. Il sera le seul commandant « français » à avoir obtenu une victoire contre les Prussiens..., mais il est déjà trop tard. Jamais l'armée des Vosges n'atteindra son but : prendre à revers l'armée prussienne !

Dans les Vosges, des batailles et des hostilités ont lieu notamment à Brouvelieures, Laval devant Bruyères, Raon-l'Étape, Rambervillers. **Le 6 octobre 1870 a lieu la bataille dite « de Nompatelize-La Bourgonce »** sur les terres de mes aïeux.



Si, depuis le début des hostilités, les Allemands étaient maîtres des Vosges depuis la frontière jusqu'à Saverne, les hauts sommets, les passages les plus élevés étaient encore sous le contrôle des troupes françaises, ce qui leur permettait de dominer la plaine d'Alsace et de menacer les communications de l'ennemi entre celle-ci et l'intérieur du pays.

Dès le début de septembre 1870, le préfet des Vosges entreprenait d'organiser la défense du massif vosgien. Les Allemands n'ignoraient pas le danger que ferait peser, sur leurs voies de communication, toute réorganisation militaire dans le département.

Après quelques escarmouches dans la vallée de la Plaine, les troupes françaises furent rassemblées à

La Bourgonce, sous les ordres du général Dupré. Ces unités devaient être rejointes à l'aube du 6 octobre par le 34^e régiment de marche composé des mobiles des Deux-Sèvres. Cet ensemble disparate formait une brigade de 9 450 hommes, ne possédant qu'une artillerie insuffisante et totalement dépourvue de cavalerie et d'ambulances.

Sans se préoccuper de l'état de fatigue d'une grande partie de ses hommes, le général Dupré fit mettre en marche, au matin du 6 octobre, deux colonnes en direction d'Étival. Leur mouvement à peine commencé, elles se heurtèrent à la brigade du général Degenfeld, composée de 7 000 hommes, 900 chevaux et 12 pièces d'artillerie, qui se dirigeaient vers Saint-Dié en empruntant les deux rives de la Meurthe. C'est avec le détachement cheminant sur la rive gauche que s'engagea un combat acharné et longtemps incertain...

L'appel en renfort de la colonne allemande remontant sur la rive droite de la rivière obligea les troupes françaises à se replier le soir même, avec le général Dupré blessé, à travers bois. Par le col de Mont-Repos et des Rouges-Eaux, les Français firent retraite en direction de Bruyères et Épinal. Les pertes s'étaient élevées à 846 tués, blessés ou disparus. L'ennemi n'accusait que 431 hommes hors de combat...

Les monuments aux morts de Nompatelize, La Salle et Saint-Rémy, rappellent cette journée. Celui de Saint-Rémy surmonte principalement la sépulture des gardes mobiles des Deux-Sèvres.



Malgré l'héroïque défense de Rambervillers le 9 octobre, le combat livré à Brouvelieures par le corps franc des Vosges du colonel Bourras le 11, la résistance des gardes nationaux d'Épinal le 12, le repli sur Remiremont fut décidé et le 13 octobre le général Cambriels, qui commandait la première armée de l'Est ordonnait l'abandon des Vosges et la retraite, par la Haute-Saône, vers Besançon....

Le 23 janvier 1871, le gouvernement doit capituler. Une nouvelle assemblée, à majorité monarchique et le nouveau chef de gouvernement Adolphe Thiers négocient les préliminaires de paix, qui aboutiront au traité de Francfort (10 mai 1871)

Malgré les protestations d'Émile Keller, député du Haut-Rhin - qui dans une déclaration à l'Assemblée affirme le droit imprescriptible des Alsaciens et des Lorrains à rester membres de la nation française - le chancelier Otto von Bismarck refuse la consultation des populations. Il s'agit pour lui d'un « retour » à l'Allemagne de l'Alsace et d'une partie des départements lorrains, la Haute-Alsace ayant été annexée par Louis XIV en 1681. La France perd 1 447 000 hectares, 1694 communes et 1 597 000 habitants, mais aussi 20 % de son potentiel minier et sidérurgique...

Cette guerre perdue sera vite éclipsée de la mémoire nationale par les deux conflits mondiaux qui suivront au point qu'une controverse verra le jour au Conseil général des Vosges au sujet de l'entretien du monument de La Salle révélée par le journal local « *L'Est Républicain* » du 9 et du 11 février 1988.

billet *Est. Republicain du 9 février 1988*

Macabre vérité

A qui appartient le monument à la mémoire des soldats français tombés en 1870, érigé en lisière de forêt à La Salle ? La question, on s'en souvient, avait été doctement étudiée dans l'honorable enceinte du conseil général (ER du samedi 6). De la réponse dépend de savoir qui doit payer les réparations dont le modeste carré militaire a le plus grand besoin.

En 1871, lorsque le monument a été construit, on ne s'était pas embarrassé de formalisme administratif, comme le montre la macabre vérité découverte par un de nos fidèles lecteurs de Saint-Rémy, le docteur Bartier.

Oh, il n'a pas eu de mal à la trouver et plus d'un autre aurait pu nous signaler la même chose. L'histoire du monument est écrite en toutes lettres, par la main de l'instituteur du village, en juin 1880, dans les géographies villageoises commandées à l'époque par l'inspecteur d'académie et dont certaines ont été rééditées récemment au profit de la Bibliothèque pédagogique de l'Inspection primaire.

Le carré forestier, marque la fosse commune de 48 soldats français tombés pendant la bataille de Nompatelize. Un an après, la commune de La Salle l'aménage et fait dresser une stèle en payant avec... « les montres et l'argent trouvés sur eux... ». On en a fait des héros en leur faisant les poches !

Michel URBAN

Pour l'anecdote

Est. Republicain 11 février 1988

point à la ligne

Déshabillés pour la gloire

Le passé révèle parfois des surprises. C'est en fouillant dans celui d'un monument du secteur de Saint-Dié que des Vosgiens ont découvert le fin mot de l'histoire. A qui donc appartenait le monument élevé à la gloire des soldats tombés en 1870 ? La question était d'importance puisque de là dépendait la réfection du monument.

Et dans ce genre de problème, les données se posent à l'inverse de celles de romans policiers. Plutôt que à qui profite le crime on demande qui donc a payé sa construction. La réponse fut prestement trouvée par un historien local et a d'abord laissé estomaqués ceux qui la posaient : « Ce sont les soldats tués eux-mêmes ».

Enfin vint l'explication. Les habitants d'une commune proche, soucieux d'élever une stèle aux quarante-huit soldats tombés ont financé le travail avec les montres et l'argent trouvés sur les morts... Et voguent les principes.

Cependant, devons-nous en sourire ou grimacer ?